

les centrales hydro-électriques produisent généralement de fortes quantités d'énergie dès le début. On ne peut endiguer la moitié d'une rivière. Quand le barrage est fini et que le réservoir est rempli, l'énergie est là, mais en trop grande quantité pour la région, qui n'en utilisera qu'une faible partie.

Une grande partie de cette énergie pourrait être exportée au début. Je le répète, si l'Office national de l'énergie en réglemente l'exportation par un traité ou un accord, l'énergie excédentaire pourrait être vendue pendant une période déterminée et l'Office fixerait les modalités de la reprise ordonnée de l'énergie exportée. Les frais d'exploitation des centrales thermiques sont ordinairement élevés. Les centrales hydro-électriques exigent de fortes immobilisations mais peu de frais d'exploitation. Toutefois, cette disparité des frais tend à s'amenuiser avec le temps. Le prix accru de l'argent et l'augmentation des frais de transmission vont finir par accroître le coût de l'énergie hydro-électrique. Mais, si nous attendons que la demande locale corresponde à tout le potentiel d'un emplacement donné pour y construire les installations voulues, je pense que nous laisserons fuir ainsi l'occasion de mettre en valeur une authentique ressource nationale.

En Colombie-Britannique, nous pourrions aménager présentement un potentiel de quelque 33 millions de chevaux-vapeur, et il n'y a aucune raison que nous ne puissions pas mettre en valeur cette énergie hydraulique à mesure que des débouchés se présentent et qu'il est possible d'obtenir des prix élevés pour couvrir les frais d'exploitation des centrales jusqu'au moment où la demande locale ou l'établissement d'un réseau national permettra d'écouler cette énergie au Canada.

On me demande souvent ce que le gouvernement conservateur a fait pour les Canadiens et quand, répondant de mémoire, je n'énumère pas la liste complète de ses réalisations, on me réplique invariablement qu'il faudrait faire savoir exactement ce que le gouvernement a fait pour la population. Il faut, de toute évidence, améliorer notre service de liaison avec la presse, car on n'a pas vraiment saisi tout ce que le gouvernement actuel a accompli.

Lorsque le gouvernement a pris le pouvoir en 1957, la récession se faisait déjà sentir. Le fameux «rapport caché» que les économistes fédéraux avaient présenté au gouvernement libéral au printemps de 1957 le prévenait que l'économie canadienne laissait à désirer. Le chômage augmentait, les affaires ralentissaient, les exportations diminuaient, et il était temps que le gouvernement prenne des mesures énergiques en vue de contrôler ces forces de récession. Le gouvernement libé-

ral a préféré ne pas tenir compte de ce rapport. Il a persisté dans sa politique de resserrement du crédit en prétendant que l'inflation nous menaçait, et non la récession.

En regardant en arrière il est facile de comprendre comment cela est arrivé. Les libéraux avaient été au pouvoir durant des années de guerre, d'abord la seconde Grande Guerre et ensuite la guerre de Corée. Le chômage n'était pas un problème à cette époque. Après la guerre, il avait fallu entreprendre la tâche immense de reconstruire l'Europe et de satisfaire à la demande, longtemps réprimée, de produits de consommation. Il était facile aussi de vendre au Canada et à l'étranger. Nous pouvions vendre tout ce que nous produisions et, jusqu'à un certain point, aux prix que nous demandions. Il n'était pas nécessaire d'essayer de vendre, il suffisait de prendre les commandes.

En 1957 cette période de vente facile avait pris fin et nous devions de nouveau faire face à une concurrence acharnée dans les marchés du monde de même qu'à la concurrence des produits étrangers au pays même. Le Japon et l'Europe occidentale avaient remis sur pied leurs industries dévastées par la guerre et, avec l'aide de leurs gouvernements, augmentaient leurs ventes aux dépens des nôtres.

C'est une loi de la nature, monsieur l'Orateur, qu'une espèce est vouée à disparaître si elle refuse d'évoluer et de s'adapter à des conditions différentes qui menacent son existence, et je disais que cela est vrai aussi pour les gouvernements. Je ne veux pas donner à entendre que le parti libéral est aussi fossilisé que le dodo ou le mastodonte ou le dinosaure, mais sa politique en 1957 était pour le moins aussi vétuste que les dinosaures.

En 1957, les libéraux ont offert une augmentation de la pension de vieillesse de six dollars pour stimuler les dépenses des consommateurs, alors qu'ils avaient un excédent de 300 millions de dollars. Ils n'ont rien offert pour la construction domiciliaire, bien que les mises en chantier eussent atteint leur niveau le plus bas depuis des années, et ils ont demandé au Parlement de voter une somme de 150 millions pour permettre de consentir des prêts aux termes de la loi nationale sur l'habitation, mais ils n'ont pas libéré la somme. Ils n'ont offert aucune aide aux exportateurs, peu aux petites entreprises, aucune diminution d'impôt, rien d'autre qu'une doctrine du temps de guerre pour une économie du temps de paix. Aujourd'hui, le parti libéral déclare que les libéraux ont la solution des problèmes, mais ces mêmes chefs libéraux qui s'expriment en pareils termes aujourd'hui n'avaient aucune solution à offrir en 1957. Il y a cinq ans ils ne possédaient aucune solution, aujourd'hui, ils affirment les posséder